

APRÈS LE COUP D'ÉTAT AVORTÉ

# Le Burundi au bord de l'implosion

Quinze ans après les accords d'Arusha, des tensions parcourent de nouveau le Burundi qui doit choisir son président.

La candidature, pour un troisième mandat, de Pierre Nkurunziza est la goutte qui a fait déborder le vase et provoqué une tentative de putsch. Les Burundais n'aspirent pourtant qu'à la paix.



## VIOLENCES.

La population réagit à la volonté du président de garder le pouvoir.

Après la tentative de coup d'État du 14 mai et finalement la reddition rapide des « putschistes », le président du Burundi, Pierre Nkurunziza, a fait un retour quasi triomphal à Bujumbura, la capitale du pays. Aura-t-il la sagesse de retarder les élections communales et législatives prévues pour le 26 mai et les présidentielles du 26 juin ? Peut-être, mais il a aussi confirmé sa candidature.

## EMBROUILLE JURIDIQUE

Or c'est bien avec l'annonce de cette dernière, le 25 avril dernier, que les émeutes ont commencé. Elles ont été violemment

réprimées par la police et des milices de jeunes, faisant des dizaines de morts tandis que des dizaines de milliers de gens ont fui vers les pays voisins.

Élu en 2005, le président Nkurunziza a déjà accompli deux mandats et ne peut donc prétendre à un troisième. Sauf que... Le parti au pouvoir et la Cour constitutionnelle — à l'exception de son vice-président, parti au Rwanda — font valoir que le premier mandat ne doit pas être comptabilisé parce qu'il ne résultait pas d'élections au suffrage universel, mais d'un vote du Parlement.

Mais cette histoire de troisième mandat, c'est un peu la goutte qui a fait déborder le vase. Il cristallise en fait les tensions qui agitent le pays depuis longtemps.

Consolata Baranyizigiye, coordinatrice de la Commission épiscopale Justice et Paix du Burundi, est venue l'expliquer récemment aux responsables politiques et parlementaires belges et européens qui envisageaient des sanctions contre le Burundi en cas de réélection du président sortant. « Il vaut mieux des sanctions à l'encontre de personnalités burundaises », avait-elle alors conseillé.

## « HALTE À UN TROISIÈME MANDAT »

La visiteuse burundaise a listé les nombreux signaux négatifs qui laissent présager d'un soulèvement du peuple. Outre les restrictions en matière de droit

d'association, d'expression et de manifestation, elle a également évoqué la controverse entre gouvernement et partis politiques au sujet de la mise en application d'une feuille de route négociée dès 2013 sous l'égide des Nations Unies, ainsi que le score électoral très bas de l'opposition selon un sondage datant du début de l'année.

D'où la campagne « Halte à un troisième mandat », à laquelle participent, par exemple, l'Action chrétienne contre la

### Les évêques burundais s'opposent aussi à un troisième mandat.

torture (ACAT), mais aussi la Conférence des évêques catholiques du Burundi. Cet engagement a fortement déplu au gouverne-

ment, conscient que la parole de la structure épiscopale trouve un écho favorable auprès d'une large majorité des habitants du pays. Les femmes aussi sont descendues dans la rue. Aux côtés des leaders religieux, elles ont participé à des marches pour la Paix, la non-violence et ont exigé de pouvoir être plus nombreuses sur les listes électorales et dans les sphères du pouvoir.

#### UNE CRISE AUX RACINES SOCIO-ÉCONOMIQUES

Mais les causes d'une telle mobilisation ne sont pas seulement politiques. Elle puise également ses racines dans les graves difficultés socio-économiques rencontrées par les Burundais dont près de la moitié vivent sous le seuil de pauvreté. Le déficit en électricité, la forte taxation des carburants, la dépréciation de la monnaie, la corruption et les aléas climatiques comme les pluies torrentielles sont autant de raisons pour exprimer leur colère. Sans compter le taux de chômage. Officiellement, il n'est pourtant que de 12%...

De plus, aux protestations internes s'ajoutent les pressions internationales : les États-Unis, par la voix du Secrétaire d'État américain John Kerry et le Conseil Oecuménique des Églises, appellent à « un dialogue pacifié ». Le Réseau européen pour l'Afrique centrale (EurAc) dénonce pour sa part la candidature de Nkurunziza qui « *représente une grande menace pour l'alternance démocratique et la stabilité non seulement du Burundi, mais aussi de la région des Grands Lacs tout entière* ». En effet, des élections présidentielles auront lieu prochainement au Rwanda et en République Démocratique du Congo. De son côté, l'Union africaine estime que la situation n'est « *pas propice* » à des élections, en raison des affrontements répétés et des départs à l'étranger.

#### COLLABORATIONS BELGO-BURUNDAISES

Malgré ce contexte instable et l'interruption de l'appui de la Coopération au Développement de la Belgique depuis le 11 mai, la Commission épiscopale Justice et Paix du Burundi et la Coalition de la société civile pour le monitoring des élections (COSOME) se sont engagées dans une mission d'observation électorale, tout comme EurAc.

Par ailleurs, à l'occasion du séminaire organisé à Bruxelles par Entraide et Fraternité, les Burundais Pascasie Kana et Ernest Niyonzi ont témoigné de la grande aspiration à la paix de leurs compatriotes, mais aussi des actions de réconciliation et de développement que mène l'Organisation d'appui à l'autopromotion (OPA) dans les villages proches de la capitale Bujumbura.

Jacques BRIARD

#### INDICES



**RÉFORME.** Récemment, *La Libre* a publié une carte blanche qui a fait beaucoup de bruit sur une proposition de réforme de l'islam de Belgique en dix points. Elle est signée par Ismaël Saïdi (comédien, auteur de *Djihad*), Tewfiq Sahih (enseignant, fondateur du think tank « Pensée d'islam en Belgique »), Zehra Günaydin (docteure, membre du précédent EMB) et Michael Privot (islamologue et directeur de l'ENAR European Network Against Racism AISBL). Selon eux : « *Rien n'existe qui favorise l'émergence d'un islam qui se déclinera dans la grammaire culturelle, sociale, économique et politique de notre pays.* »



**OUVERTURE.** 6 000 personnes ont pris part aux discussions synodales de l'Église suisse. Il en ressort que ces catholiques veulent une Église plus ouverte. Ils estiment dépassée la position dogmatique envers les divorcés remariés ou les couples homosexuels.



**TAXI TEHERAN.** Ce long métrage documentaire a obtenu le Prix WACC-SIGNIS pour les Droits de l'Homme 2014 attribué par l'Association catholique mondiale pour la communication, qui est basée à Bruxelles. Déjà Caméra d'or au Festival de Cannes en 1995 pour *Le ballon blanc*, le réalisateur Jafar Panahi, interdit de filmer dans son pays, a fait s'exprimer des personnes librement et même avec humour sur la société iranienne dans un taxi parcourant les rues de Téhéran.

#### L'HISTOIRE MOUVEMENTÉE D'UN PETIT PAYS

Pays pauvre de près de neuf millions d'habitants, voisin du Rwanda, de la République Démocratique du Congo et de la Tanzanie, le Burundi est une ancienne colonie allemande qui a été gérée par la Belgique de 1919 à 1962, année où ce pays accède à son indépendance. Depuis lors, ce petit – 27.834 km<sup>2</sup> – État a connu des massacres répétés entre Hutus, largement majoritaires, et Tutsis, notamment en 1965 et 1972. De nombreux coups d'État ont également jalonné son histoire: en 1976, 1987 et 1996. Sans oublier la guerre civile survenue après l'assassinat du premier président hutu Ndadaye en 1993. Les accords d'Arusha viendront à bout de ce conflit en 2000 avec l'adoption d'une constitution et de quotas ethniques dans les institutions politiques, administratives et militaires. Mais les événements de ces dernières semaines font redouter qu'au-delà du débat constitutionnel et des rivalités politiques ressurgissent les violences interethniques. (J.B.)